

A propos de Papandréou, des « hedge funds », du bordel ambiant, des forces obscures, des agences de notation, des indignés de Wall Street, de l'économie spéculative et du 2^e plan de rigueur de François Fillon

Eric Vilain

« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise. »
Thomas Jefferson (1743-1826),
3^e Président des États-Unis d'Amérique,
lettre au secrétaire au Trésor Albert Gallatin (1802).
(The Works of Thomas Jefferson,
Federal Edition [New York and London,
G.P. Putnam's Sons, 1904-5]. Vol. 9.

QU'EST-CE QUI EST ARRIVÉ À PAPANDRÉOU ? Il a stupéfié le monde – le monde financier surtout – en annonçant qu'il organiserait un référendum sur le dernier accord négocié avec les dirigeants européens et les banquiers.

On se dit : Papandréou en a marre d'être l'agent de la destruction économique de son pays au service des banquiers. Il en a marre de l'impopularité que lui vaut le rôle qu'il est obligé de jouer. Quelques-uns – des naïfs – ont pu se féliciter de voir un Premier ministre européen se la jouer démocrate en consultant – pour une fois – les citoyens. Ça pourrait faire contagion : une bonne chose pour certains, une très mauvaise pour d'autres. Selon toute probabilité, Papandréou n'en a rien à faire de l'opinion des citoyens grecs.

On a pu dire également que c'était un coup de génie : harcelé par les conservateurs, en organisant un référendum qu'il était pratiquement sûr de perdre, il remettait la patate chaude auxdits conservateurs, contraints de montrer comment ils feraient mieux.

En fait, la probabilité est qu'il a fait un coup d'éclat pour contraindre ses interlocuteurs à négocier un point particulièrement délicat. En effet, Charles Dallara, qui négociait au nom des banquiers, obtint une remise de 50 % de la dette publique grecque détenue par les banques. Le problème, c'est que lesdites banques ont immédiatement tenté de réduire les effets néfastes (pour eux) de cette réduction de dette et de réduire leurs pertes en jouant sur les taux d'intérêt et les délais de paiement, afin de perdre beaucoup moins que les 50 % convenus – et la Grèce se retrouverait avec beaucoup moins de 50 % de remise. Plus les Grecs serrent leur ceinture, plus leur économie s'effondre.

Il faut savoir que les dettes se négocient comme n'importe quel produit financier, et que détenir une dette peut rapporter gros. Un banquier qui prête de l'argent peut vendre cette dette à un tiers. Le problème est simplement de savoir quelles garanties se trouvent derrière cette dette. Si des États ou des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale se portent garants, ou encore la Communauté européenne, ça va.

C'est comme si le citoyen Lambda empruntait de l'argent à sa banque, appelons-la le « Crédit général » ; la banque en question revend la dette à une autre banque, ou à n'importe quelle institution, disons la « Société béthunoise d'investissement ». Cette dette peut passer de mains en mains, et l'emprunteur peut devoir de l'argent à une banque dont il n'a jamais entendu parler.

Dans ce traficotage de dettes se trouve une trouvaille qui démontre l'extraordinaire inventivité humaine, ce qu'on appelle les « *hedge funds* ».

Qu'est-ce donc que cela ?

LES *HEDGE FUNDS* SONT DES FONDS D'INVESTISSEMENT qui, en théorie, se livrent à des placements de protection contre les fluctuations des marchés, mais qui en réalité se livrent à des placements particulièrement risqués. En plus, ces fonds d'investissement, qui ne sont pas destinés au « grand public »¹, ne sont pratiquement pas réglementés. Ce qui fait qu'ils sont lucratifs à un point qu'on ne peut pas imaginer. C'est ainsi que Ben Stein, l'auteur d'une rubrique du *New York Times*, fit remarquer que le fondateur d'une société, la SAC Capital, avait touché 40 % d'intérêt annuel :

« ...une quantité de dirigeants sorciers gagnent régulièrement plus de 40 pour cent par an pour leurs *hedge funds*. Oui, je sais que cela va à l'encontre de toute théorie de l'investissement et des marchés – ou presque. Je sais qu'une telle chose devrait être impossible. Mais, dit-on, des magiciens comme Steven A. Cohen, fondateur de SAC Capital à Stanford, Connecticut, peuvent régulièrement gagner 40 pour cent par an – parfois plus – sur leur capital². »

Les *hedge funds* spéculent sur l'évolution des marchés, sont opaques et implantés dans les paradis fiscaux. La hauteur des intérêts espérés incite les gérants de ces fonds à prendre de très grands risques. La croissance de ces fonds a été très importante : environ 10 000 d'entre eux gèrent 1 400 milliards de dollars d'actifs et leur croissance a été de 700 % entre 1995 et 2008. Ils représentent une part importante des transactions qui sont effectuées aujourd'hui : ce sont de grandes institutions financières employant un nombreux personnel. Leur énorme rentabilité les encourage à intervenir à tout moment, quitte à déstabiliser les marchés.

C'EST DIRE QUE LES ACCORDS PASSÉS AVEC LA GRÈCE n'arrangent pas les actionnaires des fonds spéculatifs d'une façon générale. D'autant que si on demande aux banques et aux *hedge funds* d'abandonner une partie de l'argent qui, selon eux, leur est dû, les institutions

¹ Les combines profitables, les capitalistes se les gardent, vous pensez bien. A l'inverse, les investissements merdiques, ils les font payer par l'épargnant moyen. Tel fut le cas du tunnel sous la manche. Investissement nécessaire, comme tout investissement d'infrastructure important, mais coûteux et pas rentable. Avec la complicité parfaitement consciente des pouvoirs publics, un battage médiatique fantastique fut organisé pour attirer le chaland. Une foule de petits épargnants se transforma en gogos sans se demander pourquoi, si l'affaire était si juteuse, les gros capitalistes ne s'étaient pas précipités eux-mêmes sur l'affaire. Aucun petit actionnaire n'a jamais gagné un centime sur le tunnel sous la manche.

² Ben Stein, « Pledging Allegiance to the United States of Hedge Funds » *New York Times*, 28 octobre 2007.

internationales – Banque mondiale, Banque centrale européenne – qui détiennent un tiers des 350 milliards d’euros de la dette grecque, entendent, elles, se voir rembourser pleinement leur argent.

Qu’en est-il des banques grecques et des fonds de pension grecs, qui détiennent eux-mêmes environ 60 millions d’euros de la dette ? Ces institutions financières autochtones devront-elles également s’asseoir sur 50 % de cette dette ? Si une exception n’est pas faite pour elles, leur capital sera lessivé.

Une hypothèse : le coup d’éclat de Papandreou peut bien avoir été un coup de poker pour négocier les termes de la dette grecque détenue par les banques grecques. Ce qui est une autre manière de dire que les contribuables grecs paieront 100 % de la dette de leur pays aux banques grecques. Le message implicite de Papandreou aux dirigeants européens a clairement été celui-ci : si vous poussez le bouchon trop loin, nous aurons moins à perdre à nous déclarer en cessation de paiement.

En somme : « Si vous voulez que les Grecs se serrent la ceinture, vous ne devez pas contourner les accords et échapper aux termes des accords conclus. » Les tentatives des banques d’échapper à la contrainte de céder 50 % de leurs créances, par l’intermédiaire de moyens détournés, constitueraient à ce titre un véritable vol. Les sondages montrent que si 59 % des Grecs désapprouvent les termes du dernier accord, 72 % veulent rester dans la zone euro.

TOUT CE BAZAR COMMENÇA PEUT-ÊTRE LE 13 MAI 1996 sous le président Clinton. Il avait besoin d’argent pour se faire réélire. Il cherchait des bailleurs de fonds. Lesquels étaient, évidemment, très riches. Il fallait donc également leur accorder des concessions.

Or, après la crise de 1929, les autorités américaines avaient interdit la confusion entre banques de dépôt et banques d’affaires. Lorsqu’une banque de dépôt fait faillite – et dans ce cas elles sont rarement seules à le faire – l’Etat (c’est-à-dire les contribuables) doit renflouer ses caisses pour éviter la ruine de nombreux déposants. Cette réglementation (la loi Glass-Steagall) avait été signée par le président Roosevelt en 1933 et elle était toujours en vigueur lorsque Bill Clinton fit savoir qu’il avait besoin de sous. Évidemment, cette réglementation contraignante déplaisait aux banquiers de dépôt, qui se voyaient empêchés d’accéder au secteur juteux de l’assurance et des affaires. La loi fut abolie en 1999 et donna le signal de départ d’une véritable orgie spéculative dans les années 2000, avec une sophistication accrue des produits financiers qui aboutit à un krach économique en septembre 2008.

Il est vrai que Robert Rubin, le ministre des Finances de Clinton de 1995 à 1999, avait dirigé Goldman Sachs, dont on entendra parler quelques années plus tard...

Lors du krach de 2008, se trouvait à la tête du Trésor américain un certain Henry Paulson, nommé par Bush en 2006 et ancien président de Goldman Sachs... Paulson laissa s’effondrer deux concurrents de Goldman Sachs – Bear Stearns et Merrill Lynch – avant de renflouer l’assureur AIG (American International Group) dont la faillite aurait chagriné son plus gros financier : Goldman Sachs.

MAIS, AU FOND, TOUT CE BAZAR N’A PEUT-ÊTRE PAS commencé le 13 mai 1996. Peut-être a-t-il commencé le 20 janvier 1981 avec l’élection de Ronald Reagan. Son programme : couper les fonds des programmes sociaux ; réduire les impôts des riches afin que la population aisée puisse économiser pour investir dans les secteurs productifs. Ces diminutions de recettes fiscales devaient être compensées par la suppression des programmes sociaux

improductifs. En gros, ce sont les pauvres qui paient les impôts des riches pour que ces derniers puissent augmenter leurs profits.

Il y a une théorie économique que les riches aiment beaucoup, c'est la théorie de la production marginale. Elle permet d'expliquer (croit-on) que c'est normal que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

« Cette théorie associe les hauts revenus avec la forte productivité et une plus forte contribution à la société. Elle a toujours été chérie par les riches. Les preuves de sa validité, cependant, restent faibles. Les dirigeants des multinationales qui ont contribué à provoquer la récession des trois dernières années – dont la contribution à notre société et à leurs propres compagnies, a été massivement négative – continuèrent de recevoir des primes importantes. Dans certains cas, les compagnies étaient si embarrassées d'appeler ces récompenses des “ primes de performance ” qu'elles se sentirent contraintes de changer le nom en “ primes de maintien ” (même si la seule chose qui a été maintenue fut la mauvaise performance)³. »

L'idée selon laquelle plus les riches sont riches, plus ils contribuent à la société (par l'accroissement de l'investissement productif ou par la philanthropie) est fortement ancrée dans l'idéologie libérale, mais totalement démentie par les faits. Cette politique se traduit par un échec complet. En effet, la population aisée qui bénéficia des réductions d'impôts ne plaça pas du tout les économies ainsi réalisées dans des investissements productifs : elle accrut sa propre consommation de luxe, fit des placements spéculatifs ou acheta des bons du trésor qui avaient été émis pour éponger le déficit fédéral. Les réductions d'impôt ôtèrent à l'Etat des recettes importantes, mais les dépenses, malgré les suppressions dans les crédits sociaux, s'alourdirent d'un budget militaire énorme. Le déficit budgétaire américain atteignit ainsi un niveau colossal.

EN COULISSE, DES FORCES OBSCURES, comme on dit, manœuvraient sournoisement. Reagan ne portait pas dans son cœur les milieux financiers de l'Est. C'est que le capitalisme américain n'est pas un bloc homogène. Il est parcouru de tendances aux intérêts souvent opposés qui se livrent une guerre acharnée pour la suprématie. La guerre que se livrent au sein du système bancaire américain les différents types d'institutions financières est caractéristique de ce phénomène.

Les institutions financières aux États-Unis sont très fragmentées. Cependant, l'innovation technique, l'informatisation des réseaux, les progrès du traitement des données contribuent à évincer les petites firmes.

Parallèlement au secteur bancaire traditionnel se développa un nouveau type de chaînes de banques sur le modèle des supermarchés, qui comportent des services commerciaux, d'assurances, d'immobilier et des services financiers visant à intégrer la commercialisation de masse de produits de consommation dans la gestion d'un ensemble de services financiers extrêmement variés.

Une de ces sociétés, Sears Roebuck, deuxième entreprise financière de ce type et première entreprise de vente au détail des États-Unis, avec 977 magasins dont 127 à l'étranger, 23 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1980, a délivré 25 millions de cartes de crédit. C'était une véritable guerre que ce type de société livrait aux banques traditionnelles.

³ Joseph E. Stiglitz, « Inequality of the 1%, by the 1%, for the 1% », *Vanity Fair*, mai 2011 [<http://www.vanityfair.com/society/features/2011/05/top-one-percent-201105>]

On a vu que les réductions d'impôts aux classes aisées n'avaient pas provoqué du rué aussi patriotique qu'enthousiaste vers les investissements productifs, mais au contraire une orgie parfaitement égoïste de consommation. Justement, ce furent ces nouveaux supermarchés du fric qui profitèrent de la ruée : ces *supply-siders*, comme on les appelle, virent les comptes de leurs clients gonfler considérablement.

Or, par un curieux hasard, le président du plus important supermarché du fric du pays, la société Merrill-Lynch – dont on a parlé ci-dessus –, fut nommé par Ronald Reagan secrétaire au Trésor, c'est-à-dire ministre des Finances : il s'appelle Donald Regan (ne pas confondre avec Ronald Reagan). On comprend aisément que ce Donald Regan se soit fait un fervent partisan de la réduction des impôts, ce qui est tout de même un comble pour un ministre des finances...

Mais les grandes banques traditionnelles allaient réagir. Pour faire baisser l'inflation, pour réduire le rythme de la hausse des prix, il fallait ralentir la planche à billets, surveiller strictement le rythme d'accroissement de la masse monétaire, c'est-à-dire, en résumé, déclencher une récession pour refroidir l'économie en surchauffe.

La conversion à cette politique de M. Volker, président de la Federal Reserve Board (la banque centrale), va donner un poids accru à la politique des grandes banques de l'Est. Or, cette politique, qu'on appelle « monétariste », est celle-là même qu'avait préconisée Reagan et qui n'avait pas été mise en pratique. En somme, ce sont les gens qui veulent tirer dans les pattes du président qui vont tenter de faire appliquer sa politique.

A peine élu, donc, Reagan doit faire face à une crise, fin 1981, avec 3,4 millions de chômeurs supplémentaires. A cela s'ajoute un nouvel élément : le Mexique annonce, en août 1982, qu'à la suite de l'effondrement du cours du pétrole, il ne peut plus honorer sa dette extérieure si on ne l'aide pas. Un peu comme la Grèce aujourd'hui.

Il reste que dans la propagande néolibérale, l'idée qu'il faut réduire les impôts des riches pour leur permettre d'investir s'ancre profondément, malgré l'échec retentissant de cette politique. Les riches n'investiront pas, ils dépenseront leur argent et le placeront dans des opérations spéculatives dont ils attendront des rentabilités parfaitement irréalistes.

ON AURA COMPRIS QU'IL N'Y A PAS vraiment de début, à ce bazar. C'est dire encore qu'imaginer une possible réforme du système est parfaitement illusoire. C'est le capitalisme lui-même qui *est* la crise.

Le capitalisme américain a imaginé un système aussi simple qu'efficace pour freiner toute initiative qui ne convient pas au monde des affaires : le président de la banque centrale (Federal Reserve Board) n'est pas nommé par le président des États-Unis en exercice mais par le président sortant. Or, c'est le patron de la banque centrale, inamovible et incontrôlable, qui définit de fait la politique économique en jouant sur les taux d'intérêt. Il a la possibilité de faire appliquer, sans aucun contrôle de la part des instances politiques, une politique monétaire totalement antagonique avec celle du président en exercice. Autrement dit, le vrai patron, ce n'est pas le président en exercice, c'est la président de la réserve fédérale, c'est-à-dire un homme qui est systématiquement lié au monde des affaires.

Dans les autres pays développés, le monde des affaires est également très sourcilieux de ce que fait le pouvoir politique. Ce qui change, ce sont simplement les méthodes. L'actuel président français a au moins eu le mérite de mettre très clairement les points sur les « i » après son élection en étalant ostensiblement sa proximité avec les représentants du pouvoir économique.

POUR INFLÉCHIR LES ORIENTATIONS DES POLITIQUES, les institutions comme le Federal Reserve Board sont aujourd'hui efficacement complétées par les agences de notation, dont on parle beaucoup en ce moment.

Une agence de notation est un organisme qui se spécialise dans l'analyse du risque de défaut de paiement d'un emprunteur. Ce n'est pas, comme on le croit en général, un organisme chargé de mesurer la « santé économique » d'un pays. La seule chose qui intéresse ces agences est de savoir si les prêteurs ont une chance d'être payés. Ainsi, de manière paradoxale, les États-Unis sont un pays dont la santé économique est catastrophique : il fait partie du « Club des 100 % », c'est-à-dire des pays dont la dette dépasse 100 % de la richesse qu'ils produisent en un an. Leur endettement s'élève à 14 580 milliards de dollars tandis que leur PIB a été en 2010 de 14 526 milliards. Pourtant, les États-Unis continuent de se voir attribuer la meilleure note possible, AAA.

On se demande pourquoi ⁴.

Les agences de notation donnent périodiquement des « notes » qui indiquent la capacité d'un emprunteur à faire face à échéance aux remboursements en intérêt et capital d'une dette contractée. Les notes peuvent s'appliquer à un Etat, une collectivité locale, une banque, une compagnie d'assurance ou une société industrielle.

Et ce n'est pas par masochisme que les emprunteurs demandent à être notés par une agence : d'abord il est rare qu'un emprunteur parte avec l'idée établie de ne pas rembourser ; mais surtout une notation élevée élargit les possibilités d'intéresser des investisseurs éventuels, et elle a un impact sur le coût des financements.

Les principales agences de notation sont en France la Coface (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur). Sinon, trois agences de notation raflent plus de 80 % du marché mondial : Standards & Poor's ⁵, Moody's Investor Service et Fitch Rating.

ON POURRA TOUJOURS DIRE que ceux qui aujourd'hui occupent Wall Street ont mis du temps à démarrer, il reste qu'ils posent assez bien le problème, faute de proposer de bonnes solutions. Ils affirment représenter les 99 % de la population qui ne se livrent pas à la surconsommation et qui accumulent l'essentiel des richesses du pays. C'est dire qu'ils affirment représenter quasiment toute la population du pays. Ils s'en prennent à l'extrême concentration des richesses effectuée par le sommet de la société et la dénoncent comme le point central de la politique américaine.

Jusqu'à présent, on considérait que la politique économique, les réductions d'impôts pour les riches, les subventions aux sociétés pharmaceutiques, la dérégulation financière, etc. étaient des choses trop compliquées pour les gens ordinaires. Désormais, il semble que le brouillard qui masquait ces réalités se soit levé, et c'est la légitimité même du capitalisme financier qui est en jeu. La question est de savoir si cette tendance va se pérenniser... et si elle débouche sur un projet politique.

Les manifestants ont explicitement désigné Wall Street comme le cœur du capitalisme financier et comme leur ennemi. Ils ont accueilli dans leurs rangs les sans-abris, les exclus. En répétant le message : « Nous sommes les 99 % », ils montrent que pratiquement tout le monde est la victime de la rapacité d'un très petit nombre.

⁴ Les autres camarades de club des États-Unis sont : la Belgique, l'Islande, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et le Japon. Le Japon est même le seul membre du Club des 200 %.

⁵ Le 11 novembre au matin on apprend que cette agence de notation avait dégradé la note française « par erreur ».

Un organisme, le US Census Bureau, a établi qu'en 2011, 47 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté ; 19 millions vivent dans une extrême pauvreté. Et la situation va s'aggraver dans l'avenir. Sont particulièrement victimes de cette situation les mères célibataires⁶. Mais les chiffres officiels sont en dessous de la réalité. En effet, la détermination du seuil de pauvreté est calculée comme étant trois fois le budget minimal de nourriture tel qu'il a été défini en... 1959, et réajusté pour cause d'inflation dans le prix de la nourriture. Autrement dit, ne sont pas pris en compte les prix du logement, de l'essence, des transports, de la santé, qui ont augmenté beaucoup plus que le prix des produits alimentaires de base.

LE PROBLÈME EST QU'UNE PARTIE IMPORTANTE de la population des pays développés est maintenant enchaînée à la finance et à ses fluctuations. Avec les fonds de pension, par exemple, les gens modestes, les simples travailleurs, deviennent parfois indirectement complices de leur propre licenciement. Ce n'est pas une formule de style.

En opposition au système de retraite par répartition, dans lequel les cotisants sont liés par des liens de solidarité et de mutualité (Proudhon n'est pas loin), les fonds de pension versent des retraites à leurs membres à partir des bénéfices réalisés avec le placement en bourse des sommes qui leur sont confiées. L'une des activités des fonds de pension consiste à ce titre à acheter des sociétés, les restructurer (c'est-à-dire réduire les effectifs) et les revendre. Un salarié peut donc très bien travailler dans une entreprise achetée par son fonds de pension et être licencié par lui.

C'est dans cet esprit que George W. Bush a fait campagne en 2004. Le *Wall Street Journal* expliquait ainsi :

« Plus les électeurs sont actionnaires, plus ils soutiennent les politiques économiques libérales associées aux républicains. (...) 58 % des Américains ont un investissement direct ou indirect dans les marchés financiers, contre 44 % il y a six ans. Or, à tous les niveaux de revenus, les investisseurs directs sont plus susceptibles de se déclarer républicains que les non-investisseurs⁷. »

Le même raisonnement vaut évidemment dans tous les pays industrialisés. On devrait d'ailleurs cesser de parler de pays industrialisés : on a plutôt affaire à des sociétés spéculatives.

Il ne s'agit pas de « désindustrialisation » ni de « fin du prolétariat » : simplement, la plus-value réalisée par le capital dans l'industrie est devenue moins importante que celle qu'il réalise dans le secteur financier et spéculatif, ce qu'on peut appeler le « capitalisme virtuel ». Par capitalisme virtuel on entend un capitalisme dont les revenus ne sont plus fondés sur la production industrielle mais sur la spéculation. Les moyens de communication modernes : téléphone, fax, réseaux informatiques, etc., ont démultiplié les moyens dont disposent aujourd'hui les spéculateurs.

Il est évident qu'à la base il y a une production industrielle ou des matières premières sur lesquelles on spéculé, c'est-à-dire quelque chose de concret qui est extrait, fabriqué, produit. Ce quelque chose de concret a une valeur qu'on peut, en gros, quantifier. Imaginons la valeur

⁶ C'est un point qui a été étudié par la sociologue Andrée Michel, qui souligne que la pauvreté frappera particulièrement les mères célibataires. Andrée Michel a souvent été interviewée sur Radio libertaire.

⁷ Claudia Deane et Dan Balz, « "Investor Class" Gains Political Clout », *The Wall Street Journal Europe*, 28 octobre 2003.

de tout ce qui existe sur la planète. Cette évaluation est possible. Par exemple la Bank for International Settlements estime (pour 2007) que le PIB de l'ensemble des pays de la planète est de 50 000 milliards de dollars. Le PIB – produit intérieur brut – est la valeur de tout ce qui est produit en un an. La valeur de l'ensemble des biens immobiliers de la planète serait de même de 75 000 milliards de dollars. Toutes les obligations et actions détenues sur la planète se monteraient à environ 100 000 milliards⁸. Le fondement matériel de ce sur quoi on peut spéculer représente donc en gros 225 000 milliards de dollars. Pour les capitalistes, ce n'est pas suffisant. Gagner de l'argent, posséder de la richesse n'est pas suffisant. Il faut en avoir plus. C'est ce qui explique qu'une entreprise qui est déjà florissante licencie, délocalise, pour en gagner encore plus. Derrière ces choix se trouvent des actionnaires ; ce sont eux qui en veulent plus. Ainsi un groupe financier s'abat-il sur une société qui vaut, disons 1000 ; restructure, puis la revend 1200. Jusqu'au prochain prédateur qui va encore restructurer pour la revendre 1300. Cette augmentation de valeur est artificielle, elle n'est fondée sur rien. C'est ce qui explique que si la totalité de ce qui peut être évalué sur la planète vaut 225 000 milliards de dollars, le montant total des *produits dérivés* s'élève à 681 000 milliards de dollars, selon la Bank for International Settlements. Autrement dit il y a sur la planète « quelque chose » de complètement irréel, virtuel, factice, artificiel, qui vaut 456 000 milliards de dollars mais qui ne repose sur rien. Ce sont des valeurs qui ne reposent sur rien de concret, qui ne reposent que sur une chose : il y a des gens qui pensent que tout cela est vrai.

MAIS QUE SONT LES PRODUITS DÉRIVÉS ? On peut dire qu'ils sont l'expression de l'inventivité humaine. Littéralement, ce sont des produits dérivés de titres (actions, obligations, assignats, etc.) A l'origine, il y a des actifs réels, tels que : immeubles, usines, entreprises commerciales, mines, en somme tout ce qui est réel, peut se vendre et qui produit des profits.

Ces actifs servent à l'émission de titres dont la valeur peut fluctuer, et sur lesquels il y a spéculation. La question : pourquoi spéculer-t-on sur tels titres et pas sur d'autres relève d'une problématique qui n'est pas abordée ici : mode, irrationalité, engouement collectif, mais qu'il faut se borner à constater.

La valeur de certains titres peut atteindre des hauteurs totalement détachées de la valeur réelle des actifs auxquels ils correspondent. Le spéculateur se contente d'observer que tel titre monte, et il l'achète, mais il a monté parce qu'auparavant d'autres ont constaté qu'il montait. On sait qu'à un moment donné, imprévisible, il va s'effondrer, le tout est de le revendre avant.

On sait que dans la spéculation il y un risque. On a donc inventé des techniques pour limiter ce risque, mais en même temps pour accroître le champ de la spéculation, c'est-à-dire faire encore plus d'argent.

La réduction du risque consiste à spéculer non plus sur un titre intervenant sur le marché, mais sur plusieurs intervenants qui sont en rapport.

Par exemple, un industriel veut se prémunir contre les fluctuations en hausse des cours de certaines matières premières et les achète au prix d'aujourd'hui alors qu'il ne les utilisera que plus tard. De même, un fermier, pour se prémunir d'une éventuelle baisse des prix, vend sa récolte à terme, au prix d'aujourd'hui.

⁸ Le seul marché des CDS (Credit Default Swap) est estimé à plus de 62 000 milliards de dollars. (Un *Credit Default Swap* est un contrat dérivé de produit, c'est un échange – swap – entre deux contreparties. L'un est l'« acheteur » ou « payeur à taux fixe » qui s'oblige à des paiements périodiques au « vendeur » ou « payeur à taux variable » en échange d'un droit à un paiement s'il y a une défaillance concernant un tiers.) En ce qui concerne les principales banques dans le monde, le total des produits dérivés inscrits dans leur compte pourrait avoir atteint à la fin 2007 140 000 milliards de dollars.

Un spéculateur, intermédiaire entre l'acheteur et le vendeur, pourra, lui, miser sur la baisse des cours des matières premières de l'industriel, ou sur la hausse des cours de la récolte du fermier. Ce sont les marchés à terme, nés à la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, des systèmes plus compliqués interviennent.

– Le contrat à terme (en anglais, *futures*). C'est un engagement pris, sur un marché organisé, pour acheter ou vendre à un prix convenu, un produit ou un instrument financier : matière première, métaux précieux, actions, obligations, devises.

– L'option. Prime donnant le droit d'acheter ou de vendre un actif dans certains délais à un prix fixé d'avance. L'option est fondée sur un pari quant aux variations de prix de cet actif.

– Le contrat d'échange (en anglais, *swap*). Deux sociétés échangent le coût d'une dette à taux fixe contre celui d'une dette à taux variable, ou des montants libellés en deux monnaies différentes dans un délai déterminé. Le contrat d'échange permet à deux intervenants de se couvrir contre les fluctuations du marché.

Ces produits dérivés ont commencé à prendre un essor à partir des années 70, avec l'apparition des taux de change flottants, qui ont abouti à une flambée des prix du pétrole et d'autres matières premières, ce qui a incité certains à se prémunir contre ces fluctuations, et d'autres à en profiter...

LA BAISSÉ RELATIVE DE L'ACTIVITÉ PRODUCTIVE et des taux de profit tirés de cette activité incite de plus en plus les banques à s'intéresser au marché financier – taux de change, produits dérivés, gestion d'actifs –, qui s'accompagnent de commissions juteuses. Ainsi, les deux tiers des résultats nets de la Société générale en 1994 proviennent de telles activités. Une banque new-yorkaise, la Bankers Trust, tire 75 % de ses revenus des produits dérivés.

Pour compliquer le jeu, mais aussi pour diminuer le risque, on fait des panachages de produits – des dérivés hybrides – ayant des niveaux de risque différents, mais qui ont des rapports de plus en plus lointains avec les actifs auxquels ils correspondent. Les banques peuvent ainsi proposer des produits financiers sur mesure, si par exemple on s'intéresse à la fois aux tulipes, à la recherche pétrolière dans les eaux territoriales de Timor-Est et aux fluctuations de la bourse de Hong-kong. Évidemment, plus le produit est compliqué, plus les commissions de la banque sont élevées. Un spéculateur américain, George Soros, a ainsi pu récolter un milliard de dollars lors de la crise monétaire de septembre 1992.

Créés à l'origine pour diminuer le risque, les produits dérivés en réalité l'accroissent, en affaiblissant le système économique, en dérégulant les marchés, en détruisant l'économie réelle. Quelques « dysfonctionnements » sont révélateurs : Le groupe allemand Metallgesellschaft perd 1,3 milliard de dollars en 1993 parce qu'un courtier de la filiale américaine fait une erreur d'évaluation et cherche à se couvrir contre les fluctuations des prix du pétrole. Un cadre supérieur japonais fait perdre 128 millions de dollars à la Nippon Steel Company (il se suicide). Un courtier en produits dérivés, au Chili, perd 207 millions de dollars en spéculant avec l'argent public sur le cuivre (il ne se suicide pas). Il y a aussi l'affaire de la banque Barings. D'innombrables sociétés ont perdu des sommes énormes dans les produits dérivés : Procter and Gamble, Cargill, Mead, Gibson Greetings.

« Un principe de base du marché des dérivés est qu'il s'agit d'un jeu à somme nulle : dans le domaine des *futures*, des options et des *swaps*, les bénéfices des uns ne peuvent être couverts que par les pertes des autres. Tout fonctionne sur la base de "contreparties". Or

comment trouver des contreparties aux nombreux dérivés hybrides, exotiques et sur mesure, sinon par une chasse effrénée au gogo⁹ ? »

La spéculation ne produit aucune valeur par elle-même, elle ne dégage d'énormes profits que par le consensus des innombrables opérateurs qui, par conviction ou par cynisme, jouent le jeu. En dernière analyse, elle est effectivement une énorme pompe aspirante de fonds.

ON VEUT NOUS FAIRE CROIRE QUE LES RÈGLES qui régissent le système capitaliste sont des lois de la nature auxquelles il faut se plier, et contre lesquelles on ne peut rien faire. Une telle attitude, propre aux libéraux, vise à ôter toute marge de manœuvre au pouvoir politique, à détourner les populations de toute velléité de changer l'ordre des choses.

Ce sont bien des hommes et des femmes en chair et en os qui ont produit le merdier que nous connaissons aujourd'hui, mais qui entendent faire payer aux populations les conséquences de leur folie de profits et de leur rapine.

Ainsi, Fillon a-t-il annoncé le 7 novembre son deuxième plan de rigueur en trois mois, qui exige un effort supplémentaire de 7 milliards d'euros dès 2012, et 17,4 milliards sur la période 2012-2016. Fillon explique qu'il faut économiser 100 milliards pour parvenir à l'équilibre en 2016 :

Réforme des retraites

La mise en application de la réforme des retraites sera avancée d'un an, à 2017, afin que le pays puisse « d'améliorer sa compétitivité », dit Fillon, ce qui signifie que les générations nées entre 1952 et 1956 vont devoir faire « quelques mois d'activité supplémentaire » ce qui permettra de « diminuer de plus de 4,4 milliards d'euros les déficits cumulés des régimes de retraite entre 2012 et 2016 ».

Niches fiscales : fin du dispositif Scellier

Le dispositif Scellier, destiné à ceux qui achètent et louent des logements neufs pour bénéficier de réductions d'impôt, sera notamment supprimé. Le prêt à taux zéro sera « recentré pour en limiter le coût ». Le crédit d'impôt développement durable subira « un rabot supplémentaire de 20 % ».

Cependant, les allègements de charges pour les bas salaires et pour la défiscalisation des heures supplémentaires ne seront pas touchés.

TVA : le taux de TVA réduit passe de 5,5 à 7%

Le taux de la TVA réduite est relevé de 5,5% à 7% « sur tous les produits et les services à l'exception des produits de première nécessité, notamment l'alimentation ». L'hôtellerie et les fast-food sont également concernés. Les équipements pour les personnes handicapées ne seront pas concernés. Ce relèvement va concerner le taux réduit dans la restauration, qui avait été ramené de 19,6 à 5,5% le 1^{er} juillet 2009.

Impôts sur le revenu et ISF gelés

François Fillon a annoncé le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune (ISF) en 2012 et 2013 au niveau de 2011.

⁹ Ibrahim Warde, « Dérive spéculative », *Manière de voir* n° 28, édité par *Le Monde diplomatique*, p. 41.

Impôts sur les sociétés

Majoration de 5% pour les grands groupes dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Prestations sociales

Revalorisation gelée à 1% pour 2012-2013. Les minima sociaux et les prestations qui constituent des revenus de remplacement ne sont pas concernés par cette mesure. « Les pensions de retraite, le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation adulte handicapé (AAH), l'allocation de solidarité spécifique (ASS) versée aux chômeurs en fin de droits, le minimum-vieillesse destiné aux retraités les plus modestes resteront revalorisés selon les règles actuelles, c'est-à-dire en tenant compte à la fois de la croissance et de l'inflation », a assuré François Fillon.

Revenus travail/capital

François Fillon a annoncé le relèvement du prélèvement libératoire forfaitaire de 19 à 24 % pour réduire l'écart de taxation entre les revenus du travail et du capital. Le prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) permet à un contribuable de s'acquitter de l'impôt dû sur les revenus des placements bancaires (bons du Trésor, intérêts d'assurance-vie...).

Assurance maladie

Progression des dépenses ramenée à 2,5% en 2012, au lieu des 2,8 % prévus initialement.

Les partis politiques, l'Etat et les dirigeants de grandes entreprises sont appelés à montrer l'exemple

Baisse des remboursements aux partis politiques. Le plafond des dépenses de campagnes électorales prises en charge sera réduit de 5 %. Idem pour les aides aux dépenses politiques, qui étaient restées stables en 2010 et 2011.

Gel du salaire du président de la République et des ministres. Ces salaires seront gelés jusqu'au retour à l'équilibre strict des finances publiques", a promis le Premier ministre.

On se souvient qu'à l'automne 2007, la hausse de 170 % de la rémunération du chef de l'Etat

(qui était passée de 7 000 à 19 000 euros) avait suscité un certain émoi.

Les dirigeants des grandes entreprises sont également rappelés à l'ordre : « J'appelle les dirigeants des grandes entreprises, en particulier des entreprises du Cac 40, à faire exactement la même chose ».

Toutes les mesures prises par les gouvernements européens visent à contraindre les populations à se serrer encore plus la ceinture, sans ponctionner de manière sensible les revenus des riches, sans remettre en cause la fiscalité incroyablement basse dont bénéficient les grandes sociétés, et surtout sans prendre aucune mesure contre le fondement spéculatif du système capitaliste actuel. Lorsque l'Europe a injecté 750 milliards d'euros dans la fournaise de la spéculation, en mai dernier, les actionnaires de la Société générale furent rassurés : le 10 mai, la valeur de l'action a augmenté de 23,89 %, . Significativement, Sarkozy annonçait qu'il supprimait le programme d'aide de 150 euros aux familles en difficulté. De plus en plus de personnes se rendent compte que le pouvoir politique s'aligne systématiquement sur les intérêts des actionnaires, pas sur ceux de la population laborieuse.

Une fois n'est pas coutume, nous ne pouvons que donner raison à Karl Marx lorsqu'il dit que « le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière » (*Le Manifeste communiste*).

On peut aussi citer Joseph Stiglitz, le prix Nobel d'économie : « Les 1 % qui se trouvent au sommet ont les meilleures maisons, les meilleurs docteurs et le meilleur style de vie, mais il y a une chose que l'argent ne semble pas avoir achetée : la compréhension que leur sort est lié à la manière dont les autres 99 % vivent. A travers l'histoire, c'est une chose que les 1 % du sommet apprennent à l'occasion. Trop tard. »

Groupe de Béthune de la Fédération anarchiste
Billet d'humeur du jeudi 10 novembre 2011
(La paupérisation de notre jeunesse)

En ce jeudi 10 novembre 2011, quoi de neuf en ce monde ??? Le Secours catholique (bien que contre toutes religions, nous nous devons de nommer le dépositaire du rapport) publie aujourd'hui les statistiques annuelles sur l'évolution de la pauvreté en France. En 2010, le nombre de personnes aidées par le Secours Catholique augmente : 1 492 000 personnes rencontrées, soit +2,3 % par rapport à 2009. La proportion de situations de pauvreté déjà connues augmente aussi (35 % en 2010), ce qui montre la persistance des difficultés des ménages. Cette année, l'étude analyse particulièrement la précarité des jeunes de 18 à 25 ans, qui représentent clairement la classe d'âge la plus pauvre de France, laissée en marge de la société.

Ce rapport annuel se compose tout d'abord d'une analyse de l'ensemble des situations de pauvreté rencontrées par l'association en 2010. Un des premiers constats est que le Secours Catholique accueille de plus en plus de familles avec enfants : 52,7 % des situations rencontrées. Par ailleurs, 92 % des ménages sont bien en dessous du seuil de pauvreté. Quand ce seuil est à 954 euros pour une personne seule, le niveau de vie moyen des personnes rencontrées par le Secours Catholique est de 576 euros. Ce rapport met aussi en évidence la hausse de la demande alimentaire dans les accueils de l'association. Ainsi 53 % des personnes rencontrées en 2010 sont venues chercher cette forme d'aide d'urgence. Après avoir payé les factures incompressibles, beaucoup n'ont plus les moyens de se nourrir et viennent donc frapper aux portes des associations.

Les jeunes subissent de plein fouet la crise économique et sociale, ils sont plus diplômés, plus qualifiés que les générations précédentes mais paradoxalement plus précaires. Ils cumulent tous les risques et toutes les difficultés. Ils devraient bénéficier d'un certain nombre de droits (formation, emploi, santé, logement) mais ce n'est pas le cas. L'État est globalement peu présent à leurs côtés. Ainsi, 30 % des jeunes accueillis par le Secours Catholique sont sans aucune ressource, 36 % en logement précaire, et + de 40 % sont au chômage. La pauvreté de ces jeunes est aussi celle de leurs familles. Autant que les autres, les familles en difficulté gardent leurs enfants avec elles tant qu'ils ne sont pas en mesure d'être indépendants. Cette prise en charge pèse lourdement sur le budget de ces familles : un couple voit ainsi son niveau de vie diminuer de 25 % lorsqu'il a à sa charge un jeune sans revenu. Et pour une mère seule, la diminution est de 33 %. Enfin, une préoccupation majeure et centrale se dégage chez les jeunes : l'emploi. Dans le cadre d'une enquête spécifique menée en mars-avril 2011 auprès de 1 000 jeunes, à la question « qu'est ce que vous souhaitez le plus dans l'avenir ? » : 42 % souhaitent avant tout trouver du travail. Afin d'exposer les constats et

préconisations de ce rapport du Secours Catholique, mais aussi d'en débattre avec des acteurs institutionnels et associatifs, un colloque aura lieu à l'Institut de France le 18 novembre 2011.

Cela prouve une fois de plus le non-fonctionnement du modèle capitaliste. Qui a toujours eu pour but la paupérisation des peuples pour se permettre les plus gros profils. Amis, vu la situation, souhaitons-nous laisser cela à nos enfants ????? Alors disons non à ce monde inhumain et reprenons l'économie, les moyens de production et enfin la rue. En un mot comme en cent, reprenons nos vies en main et direction un monde libertaire.

Voilà encore un jour en ce beau monde...allez allez circulez il y a rien à voir !!!!!

– pour une fois –

A propos de Papandréou, des « hedge funds », du bordel ambiant, des forces obscures, des agences de notation, des indignés de Wall Street, de l'économie spéculative et du 2 ^e plan de rigueur de François Fillon.....	1
***	2
***	2
***	3
***	3
***	4
***	5
***	6
***	6
***	7
***	8
***	9
***	10
&&&.....	Erreur ! Signet non défini.
Groupe de Béthunde de la Fédération anarchiste.....	12
Billet d'humeur du jeudi 10 novembre 2011	12
(La paupérisation de notre jeunesse).....	12